

Un journaliste burundais raconte sa torture par des agents du renseignement

France 24, 19/10/2015 Esdras Ndikumana, journaliste de RFI et de l'AFP torturé au Burundi, porte plainte. Le journaliste burundais Esdras Ndikumana témoigne, sur le plateau de France 24, de l'agression dont il a été victime le 2 août dernier. Après avoir été arrêté, l'homme a été passé à tabac par des agents du renseignement burundais. Le 2 août dernier, Esdras Ndikumana, correspondant de RFI et de l'AFP au Burundi, a vécu l'enfer. Ce jour-là, il est arrêté par des agents du service de renseignement, alors qu'il couvrait l'assassinat du général Adolphe Nshimirimana, le droit du président Nkurunziza, dans une attaque à la roquette de son véhicule.

Le Burundi est alors plongé dans une grave crise politique provoquée par la réélection contestée du président Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat. Des affrontements quotidiens ont lieu dans les rues entre policiers et manifestants. "Un membre du service de l'agence de renseignement m'a arraché mon appareil photo, et m'a dit j'étais ennemi du Burundi, et que j'étais parmi ceux qui avaient tué le général [Nshimirimana]" explique sur le plateau de France 24 le journaliste de RFI, aujourd'hui en convalescence en Europe. Esdras Ndikumana est tabassé pendant plusieurs heures, "à coup de barre de fer, de gourdins". Son tympan est déchiré, son doigt fracturé. "J'ai reçu une centaine de coups, essentiellement sur la plante des pieds, sur les fesses et sur le dos". Le journaliste est dépouillé de son portefeuille, une chaîne en or et sa montre. "L'un d'eux m'a frappé avec une barre de fer au doigt et m'a pris mon alliance", confie-t-il hors antenne à l'un des journalistes de la chaîne. Quelques jours plus tard, et après de nouvelles menaces proférées contre ses proches à son domicile, Esdras Ndikumana décide de quitter le Burundi. La situation du Burundi attire l'attention de la communauté internationale. Aujourd'hui, l'homme est en colère. Le président burundais, Pierre Nkurunziza, immédiatement alerté par RFI et l'AFP après l'agression, a réagi en dénonçant des violences "intolérables". Il a promis qu'une enquête sera menée, "mais rien ne s'est passé depuis" affirme Esdras Ndikumana. "C'est pour ça que je porte plainte aujourd'hui, pour que ce geste ne reste pas impuni", ajoute-t-il. Le journaliste assure cependant ne pas "attendre grand-chose" de cette démarche. "Par cette plainte, j'ai voulu prendre date, dire qu'un tel acte devait être puni. La situation du Burundi attire l'attention de la communauté internationale. La situation est très préoccupante : des médias ont été tués, au moins 80 % des journalistes burundais ont quitté le pays". Deux mois après son agression, Esdras Ndikumana, continue de recevoir des soins à l'étranger. RFI et l'AFP exigent "le minimum d'assurance [pour qu'il puisse dans son pays exercer sa profession, sans craindre pour son intégrité physique". Pour l'instant, le journaliste s'apprête à retourner en Afrique, mais à Nairobi, au Kenya, cette fois, pour couvrir l'actualité de la région pour RFI. RFI et l'AFP portent plainte contre X pour torture. L'intervention d'Esdras Ndikumana sur le plateau de France 24 intervient quelques heures après que RFI et l'AFP ont porté plainte contre X pour torture auprès de la cour de justice de Bujumbura. Les deux médias français avaient exigé par un communiqué rendu public le 13 août que la lumière soit faite sur cette agression de la part du Service national de renseignements (SNR). Sans réponse, RFI et l'AFP avaient de nouveau écrit en septembre au président burundais Pierre Nkurunziza, en vain. Le procureur général de la République du Burundi a toujours affirmé de son côté qu'il n'y avait "pas d'éléments" permettant d'enquêter sur ce silence des autorités burundaises nous pousse à porter plainte en justice", affirment les deux médias, qui précisent que "l'aboutissement rapide de l'enquête est une condition impérieuse au rétablissement de la confiance dans le respect de la loi et de la liberté d'expression au Burundi".